

## **Grèce : référendum, accord gouvernement/troïka, austérité et résistances !**

*Le gouvernement grec a cédé aux injonctions de l'Union européenne et du FMI, en dépit du rejet massif exprimé dans les urnes une semaine auparavant, trahissant l'espoir d'une démocratie possible en Grèce mais aussi plus généralement en Europe. La menace de sortir la Grèce de la zone euro a eu raison des engagements électoraux et des tentatives de remises en cause de l'austérité faites jusque là en Grèce. Le retour de la tutelle de la Troïka sur tout projet de loi est un déni de la démocratie populaire grecque.*

### **Ce n'est pas un bon accord :**

- ⇒ Il va **renforcer l'austérité par les mesures budgétaires et l'augmentation de la TVA** dans un pays déjà dévasté ;
- ⇒ Il va **renforcer la privatisation de la Grèce** dans le secteur de l'énergie en particulier, mais aussi par exemple des transports ;
- ⇒ Il annonce une nouvelle **contre-réforme des retraites par l'allongement de la durée du travail** et une contre-réforme du marché du travail alors qu'il y avait un enjeu majeur sur le rétablissement des conventions collectives.



**Rien sur la dette :** les demandes de rééchelonnement et de restructuration d'une dette qui n'est ni juste, ni soutenable n'ont pas été prises en compte. Un plan d'investissement en partie virtuel ne saurait rééquilibrer l'ensemble de ces éléments négatifs, et n'amènera aucune croissance. Nous connaissons ce régime, c'est celui qui est appliqué en Grèce depuis 2010 et dans d'autres pays, et en particulier en France dans une moindre mesure, créant chômage, misère et inégalités. La confédération syndicale du public ADEDY ne s'y est pas trompée appelant à une grève dans la fonction publique le 15 juillet, jour où le parlement doit ratifier l'accord.

Le gouvernement grec n'a pas voulu faire le choix de la sortie de l'euro, considérant sans doute que le mal serait pire. Mais pour les travailleur-euses, les chômeur-euses, les classes populaires, c'est l'assurance de jours toujours plus difficiles et l'échec d'une tentative de remise en cause de l'intérieur des politiques européennes. Pour l'Union syndicale Solidaires, engagée depuis longtemps, la solidarité doit se renforcer avec ceux et celles qui luttent sur place dans les formes qu'ils décident.

L'expression démocratique au moment du référendum, la vigilance des classes populaires, les grèves et manifestations, l'existence de nombreuses structures de mobilisation, de solidarité et d'entraide à la base trouveront les moyens de peser sur la situation, nous en sommes certain-es. **De notre côté, nous, syndicalistes des autres pays d'Europe, devons, au delà de la solidarité engager résolument les mobilisations nécessaires pour changer cette Europe austéritaire et anti-démocratique si nous ne voulons pas de l'austérité comme seul horizon mortifère en Europe ni de la montée de la gangrène nationaliste et fasciste.** Soutien aux travailleurs, travailleuses et classes populaires contre l'austérité et les mémorandums !

[www.adedy.gr](http://www.adedy.gr) [www.solidaritefrancogrecque.wordpress.com](http://www.solidaritefrancogrecque.wordpress.com)

## **Etat espagnol : encore un accord sur le dos des travailleurs-ses !**

Le 8 juin, les confédérations CCOO (Commissions Ouvrières) et UGT ont signé un nouvel accord avec le patronat ; une fois de plus, cela entérine une dégradation de la situation des travailleurs et des travailleuses : **CCOO, UGT et patronat ont décidé ensemble de limiter l'augmentation des salaires à 1%, quand les entreprises de l'IBEX 35 (équivalent du CAC 40 en France) ont vu leurs profits croître de 25% en un an !** L'accord reprend également nombre de considérations visant à banaliser la précarité de l'emploi, la flexibilité des salarié-es, la sous-traitance, la dégradation de la santé des travailleurs et des travailleuses. **Année après année, CCOO et UGT, dont nombre de responsables sont corrompu-es, satisfont à toutes les revendications patronales.** Les chômeurs-ses, les personnes sans logement (plus de 500 000 expulsions en 5 ans), les retraité-es, les travailleurs et travailleuses de plus en plus précaires, en paient le prix. Des syndicats organisent la résistance, proposent une alternative à cette société basée sur l'exploitation des peuples. C'est avec ceux-ci que l'Union syndicale Solidaires travaille dans les réseaux syndicaux internationaux, c'est contre leurs militant-es que l'Etat espagnol a fait voter par le Parlement une loi qui accroît la répression envers celles et ceux qui résistent et défendent les droits du peuple.

## Turquie : Guerre contre le terrorisme ou contre les forces démocratiques ?

Depuis l'attentat de Suruç le 20 juillet dernier, l'État turc mène des opérations d'envergure « contre le terrorisme ». Cependant si l'attentat a été attribué à Daech, l'essentiel des opérations vise le mouvement ouvrier et populaire turc et kurde, ainsi que le Rojava (en Syrie) défendu par les YPG/YPJ, forces combattantes kurdes.

Ainsi nous avons appris la fouille des locaux du syndicat Eğitim Sen à Ankara, le syndicat étant accusé d'avoir abrité des « blessés » de Kobané. Les chiffres qui nous arrivent sont effarants **plus de 1000 personnes auraient été mises en garde à vue** entre le 21 et le 28 juillet et quelques dizaines déjà emprisonnées. Parmi elles, un grand nombre de syndicalistes. Les opérations de répression ne semblent pas s'arrêter. Toutes ces personnes sont assimilées au PKK, parti kurde qui est sur la liste des organisations terroristes en Turquie comme dans l'Union européenne. **L'interdiction de ce parti permet ainsi de faire emprisonner tous ceux et toutes celles qui de près ou de loin revendiquent une autre politique que celle menée depuis plus de dix ans par l'AKP, parti au pouvoir en Turquie.**



Le recours par l'État turc à des méthodes de répression qui rappellent les années 1990 (villages brûlés, incendies provoqués, massacres de civils, arrestations, emprisonnements, assassinats ciblés de civils dans la rue ou lors des opérations d'arrestation) présage de mauvais jours pour les Kurdes, les forces progressistes et de lutte ainsi que pour les travailleur-es qui auront d'autant plus de mal à lutter pour leurs droits dans un contexte de guerre où quiconque revendique est assimilé à un terroriste.

**Les arrestations, les interdictions d'organisations (comme celle en vue du HDP, parti progressiste en Turquie) ou les bombardements qui touchent la partie kurde du pays sont les signes d'une guerre intérieure.** C'est le processus de paix et de négociation entre l'État turc et le PKK qui est ainsi remis en cause. Par ailleurs, la Turquie a aussi lancé des opérations militaires en Syrie et en Irak toujours contre les combattant-es assimilé-es au PKK. La Turquie veut aussi mettre un terme à l'autonomie des trois cantons du Rojava syrien. Elle souhaite y imposer une « zone tampon » en écrasant les milices YPG/YPJ. Celles-ci dénoncent depuis l'attentat, le survol du Rojava par les avions turcs, ainsi que des tirs d'armes de gros calibre sur des villages de zones qu'elles défendent. **La guerre que mène l'État turc est donc une guerre contre les forces opposées à Daech et qui le combattant militairement.**

L'Union Syndicale Solidaire condamne la répression de l'état turc qui se sert du prétexte de l'attentat et du qualificatif de « terroriste » pour s'en prendre aux forces d'opposition démocratiques et progressistes, dont les forces syndicales qui luttent pour l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs et travailleuses de Turquie. Elle regrette également que les médias français relayent massivement la propagande gouvernementale turque et française en se félicitant que la Turquie entre enfin en guerre contre Daech, alors que la répression et les attaques militaires turcs ne ciblent que marginalement cette organisation. Elle rejoindra les actions en soutien aux forces progressistes en Turquie qui auront lieu en France.

[www.laboursolidarity.org](http://www.laboursolidarity.org)

## Mexique : le président aux mains pleines de sang, invité d'honneur !

**Mexique - Festival de films documentaires - Ayotzinapa**  
**¡VIVOS LOS QUEREMOS!**  
[ NOUS LES VOULONS VIVANTS ! ]

**Festival ANTI-PEÑA NIETO de films documentaire 13-15 JUILLET 2015**

**Lundi 13 juillet - Cinéma La Clef, 18h-23h** ★★★★★  
34, rue Diderot, 75005 PARIS (M° Concorde-Dubouché)

18h - Accueil du public : le bar est ouvert - 19h - Vernissage de l'exposition **VIVOS LOS QUEREMOS!**  
19h45 - Présentation et coup d'envoi du festival par la Coordination de l'EuroCaravane 43

20h - **Première en France : Ayotzinapa, chronique d'un crime d'État** - 101 / Mexique, 2015.  
Écrit et réalisé par Xavier Robles - Précédé d'une série de court-métrages sur Ayotzinapa :  
« **Ver arder y no meter las manos al fuego** (Regarder brûler sans rien faire) - 6 / Mexique, 2015.  
Collectivo Revolución 1341 / Clan de la Oveja / La Red de Redes

- **Videoclip & Discours, Gran OM** 15 / Mexique, 2014-2015. Projet arivistice de soutien aux mouvements sociaux

**Mardi 14 juillet - CIGP, 17h-minuit** ★★★★★  
21er, rue Voltaire, 75011 PARIS (M° Rue des Boulets)

17h - Accueil du public : le bar est ouvert - 17h30 - **Ayotzinapa, la lucha sigue** (Ayotzinapa, la lutte continue) Mexique, 2015. Écrit et réalisé par Marie-Pia Rioubilac - 18h30 - **Le crime de Zacarias Barrientos** - 52 / Mexique, 2008. Écrit et réalisé par Ludovic Bonlieu - 19h30 - **Echange : L'État de Guerrero, un État d'exception ?** (Interventions depuis le Mexique en vidéoconférence) - 20h10 - **Première en France : Retratos de una búsqueda** (Portraits d'une recherche) - 67 / Mexique, 2014. Écrit et réalisé par Alicia Calderón - 22h - **Concert / Casabel SonFactory (Son Jarocho)**

**Mercredi 15 juillet - Cour de la Maison des Ensembles (en plein air)** 3-5, rue d'Alger, 75012 PARIS (M° Ledu-Rollin) ★★★★★

20h - **Apéro - dînatoire** : le bar est ouvert !  
21h - **Micro ouvert, exprimez-vous !** Où vont les luttes d'en bas et à gauche, au Mexique et ailleurs ?  
22h30 - **Ayotzinapa, chronique d'un crime d'État** - 101 / Mexique, 2015.  
Écrit et réalisé par Xavier Robles

**Collectifs de solidarité avec Ayotzinapa à Paris**

Le 14 juillet, des actions se sont succédées tout au long de la journée pour protester contre la venue du président mexicain Enrique Peña Nieto, invité d'honneur de la Fête nationale, date anniversaire de la révolution française. Dès le matin, des manifestant-es se sont regroupé-es sur le parcours du défilé militaire pour marquer leur rejet de la présence de l'armée mexicaine qui a ouvert celui-ci et lui rappeler sa responsabilité dans la disparition des 43 étudiant-es d'Ayotzinapa. Onze de nos camarades ont été arbitrairement arrêté-es par la police et détenu-es pendant la durée du défilé.

Puis de nombreuses fontaines parisiennes, dont celle de l'Hôtel de Ville, ont été teintées de rouge symbolisant la responsabilité du gouvernement mexicain dans les différents massacres et disparitions forcées dans tout le Mexique. A 14 heures, un rassemblement s'est tenu à la Fontaine des Innocents, dans le cœur de Paris, aux cris de « *Vivos se los llevaron! vivos le queremos* », et la journée s'est terminée par la deuxième soirée du Festival de films documentaires Anti-Peña Nieto.

**Nous n'oublions pas les 43 étudiant-es d'Ayotzinapa disparu-es depuis septembre 2014. Nous en rendons responsable Enrique Peña Nieto et ses sbires.** Comme les fontaines de Paris ce 14 juillet, leurs mains sont rouges, rouge du sang des victimes de leur guerre salle contre ceux qui luttent pour la justice et un monde où soit reconnu à chacune et chacun le droit de vivre dignement !

[www.cspcl.ouvaton.org](http://www.cspcl.ouvaton.org) [www.nuevacentral.com.mx](http://www.nuevacentral.com.mx)

## Crimée, Ukraine, Russie : liberté pour Koltchenko et Sentsov

*Alexandr Koltchenko, militant antifasciste, anarchiste, écologiste et syndicaliste étudiant ukrainien et Oleg Sentsov, cinéaste ukrainien sont détenus depuis plus d'un an par les autorités russes. Elles leur reprochent d'avoir commis des « attentats » contre des officines prorusses en Crimée, de « participation à des organisations terroristes » et d'agir pour le compte de l'organisation d'extrême droite ukrainienne Pravyi Sektor (Secteur droit).*

**Koltchenko et Sentsov rejettent ces accusations mensongères et délirantes et l'ont fait savoir à la juge qui instruit à charge contre eux. Les autorités russes veulent faire de cette affaire un exemple pour mettre au pas leurs opposant-es russes comme ukrainien-nes.** En France, les actions et les messages de soutien en leur faveur se multiplient :



→ A Orléans et à Marseille, deux rassemblements de soutien se sont tenus le 1<sup>er</sup> juillet.

→ A Strasbourg, des militant-es ont harcelé le standard du consulat de Russie pour exiger la libération de Koltchenko et Sentsov, le 30 juin.

→ A Moulins, ce même jour, le comité départemental Koltchenko a tenu sa première conférence de presse dans les locaux du journal *La Montagne*.

→ A Nîmes et à Metz, deux manifestations antifascistes se sont tenues le 27 juin à la mémoire de Clément Méric, militant antifasciste tué par des fascistes en juin 2013. Elles ont également revendiqué la libération de Koltchenko et Sentsov.

→ A Paris, un nouveau rassemblement a eu lieu devant l'ambassade de Russie le 30 juin, pour demander la libération immédiate de Koltchenko et Sentsov et plus largement celle des prisonniers-es politiques russes et ukrainien-nes en Russie.

### Les organisations signataires de l'appel collectif :

Ligue des Droits de l'Homme, Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme, Groupe de résistance aux répressions en Russie, Ukraine Action, Association des Étudiants Ukrainiens en France, Russie-Libertés, CEDETIM - Initiatives Pour un Autre Monde - Assemblée Européenne des Citoyens, Cosmopolitan Project Foundation, Action antifasciste Paris-Banlieue, Collectif Antifasciste Paris Banlieue, Mémorial 98, Union syndicale Solidaires, CNT-f, CNT-SO, Emancipation, FSU, FSU 03, CGT Correcteurs, SUD éducation, SUD-PTT, Alternative Libertaire, Ensemble !, L'Insurgé, NPA, Fédération Anarchiste, Critique sociale.

Depuis avril actions, manifestations et rassemblements de soutien se sont multipliés en Ukraine (relayés même dans des médias officiels), en Russie, en Biélorussie, en Pologne, en Allemagne, en France, ou encore en Tunisie. Nous appelons à poursuivre et à renforcer la mobilisation et la protestation pour la libération immédiate de Koltchenko et Sentsov.

[www.laboursolidarity.org/Crimee-Russie-Ukraine-liberez](http://www.laboursolidarity.org/Crimee-Russie-Ukraine-liberez)

## Paraguay : halte à la répression, respect du droit de grève !

**Les 24, 25 et 26 juin, le personnel de l'Aviation civile du Paraguay était en grève. Après avoir combattu le mouvement, tenté de discréditer les grévistes, nier leurs légitimes revendications, patronat et gouvernement répriment :** trois des camarades choisis par les travailleurs pour négocier, Fernando Ariel Sanabria (Sinfusat), Rolando Amarilla (Sinactap) y Eduardo Sapena (Siavec), ont été licenciés ; Justo Alfonzo, secrétaire général du Syndicat des fonctionnaires du service d'Assistance à terre (Sifunsat) a lui été arrêté. Les libertés syndicales, le droit de grève, sont des droits humains non négociables, par ailleurs « garantis » par les conventions de l'Organisation Internationale du Travail. Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes apporte son soutien aux camarades de la DINAC (Dirección de Aeronáutica Civil).

[www.laboursolidarity.org/?lang=es](http://www.laboursolidarity.org/?lang=es)

## Swaziland : menaces contre des syndicalistes

Les forces de polices ont interdit aux syndicats indépendants de célébrer la fête du travail en faisant respecter la « loi et l'ordre » dans tout rassemblement. Les autorités ont refusé de reconnaître la centrale syndicale légitime TOCOSW dans un contexte de répression généralisée de la liberté d'expression et de la liberté syndicale. **Cette monarchie absolue ne tolère aucune différence d'opinion, dans un régime qui est l'un des plus oppressifs du monde.**



## Qatar, Arabie saoudite, Emirats arabes : en finir avec la kafala !

Les Etats du Golfe doivent laisser les travailleurs migrants rentrer chez eux. Il faut mettre fin au système de « parrainage » de la kafala, lequel suspend le départ des migrants au bon vouloir de leur employeur

<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2015/05/mounting-risk-of-world-cup-built-on-abuse-as-qatar-fails-to-deliver-reforms/>

## Palestine : la campagne BDS contre Israël s'amplifie

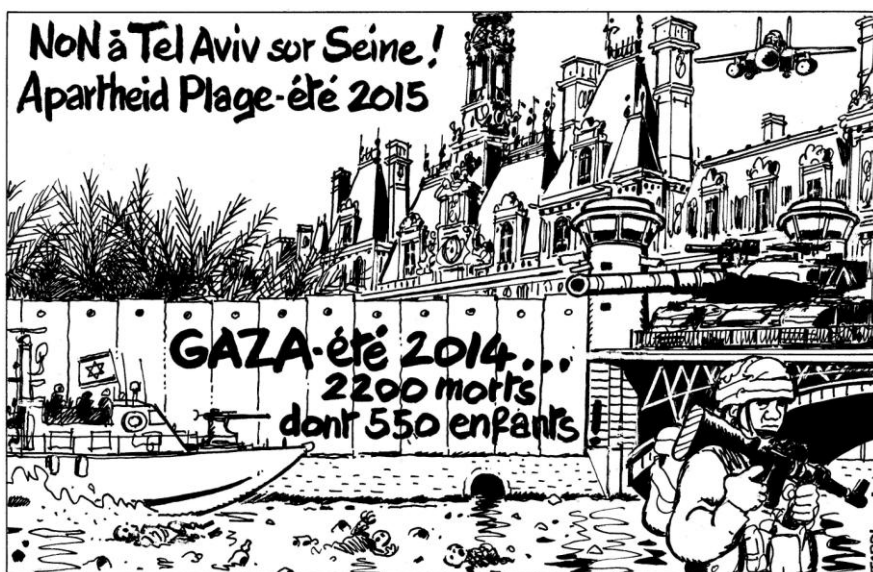
La campagne française avait invité Ali Abunimah, rédacteur du site Electronic Intifada et activiste aux Etats Unis pour une tournée en France (Paris, Bordeaux, Lyon, Montpellier) à l'occasion du 10ème anniversaire du lancement par 171 organisations de la société civile palestinienne de la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions).



L'orateur a rappelé les objectifs de BDS : **face à l'incapacité et à l'absence de volonté des institutions internationales et des gouvernements à imposer l'application du droit international, la campagne appelle la société civile à se mobiliser comme elle a su le faire à l'époque de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud.** Le parallèle a du sens, tant en ce qui concerne la violation des droits humains répétée dans les territoires occupés, que dans la discrimination qui est faite en Israël même vis à vis des citoyens arabes, ou dans le préjudice subi par les dizaines de milliers de Palestiniens spoliés de leurs terres et contraints à l'exil.

Les nouvelles de la région sont mauvaises : **reconstruction quasi nulle à Gaza après les destructions massives de l'an dernier, mise en place du gouvernement le plus à droite de ces dernières années en Israël, et conflit qui se généralise dans la région, en Syrie, au Yémen, en Irak...** Mais de son côté, la campagne BDS marque des points et par exemple réussit à mobiliser de nombreux jeunes aux Etats Unis, dans les universités en particulier, où elle fait un lien de plus en plus fort entre le soutien à la lutte du peuple palestinien et celle des minorités, notamment des noir-es soumis aux violences policières et aux emprisonnements massifs. De plus, la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) a fait état de désinvestissements étrangers sur le territoire israélien de l'ordre de 50% pour l'année 2014.

En France aussi, la campagne BDS se renforce. A voir le public présent pour écouter Ali Abunimah, elle mobilise aussi de plus en plus de jeunes. Elle crée des liens avec les Palestiniens-ne, les Israélien-nes anticolonialistes, les militant-es américains et des militant-es du monde entier comme celles et ceux d'Egypte à l'occasion du Forum Social Mondial. **Ce genre de liens a permis d'internationaliser la campagne contre Orange et de rendre possible la rupture avec l'entreprise israélienne Partner.** Un tel succès montre que la campagne BDS est aujourd'hui un élément central et efficace pour l'expression de la solidarité avec la Palestine. La société civile peut s'en servir de façon tout à fait efficace, au niveau de nos syndicats comme à celui des individus, en France et dans le reste du monde.



L'Union syndicale Solidaires s'est associée aux nombreuses protestations contre l'initiative « Tel Aviv sur Seine », à Paris plage le 13 août. La décision de la Mairie de Paris d'inviter la ville de Tel-Aviv, capitale de l'Etat d'Israël ne saurait être comprise comme une initiative sans signification un an après l'opération « bordure de protection » sur Gaza où Israël a assassiné plus de 2200 personnes dont 500 enfants selon les Nations Unies, moins d'un mois après le vote par le parlement israélien autorisant l'alimentation forcée des prisonniers, une semaine après les dernières violences coloniales qui viennent de brûler vifs les membres de la famille Dawabshah à Douma en Cisjordanie.

C'était il y a un an aussi que des manifestations de solidarité avec le peuple palestinien étaient interdites et des jeunes arrêtés à Paris. Il est scandaleux d'imposer cette présence à Paris plage ; la Mairie de Paris se livre à une opération de politique internationale en toute connaissance de cause : **un jumelage avec la capitale d'un Etat qui refuse l'application du droit international, pratique la colonisation et l'expulsion ethnique, discrimine les Palestiniens sous forme d'apartheid.** Elle décide aussi sciemment de compter pour quantité négligeable la population qui ne partage pas cette politique.

L'Union syndicale Solidaires participe à la campagne Boycott, Désinvestissement et Sanctions qui vise à faire pression de façon pacifique sur l'Etat d'Israël, ses institutions, ses activités officielles. L'Etat d'Israël connaît de grandes difficultés suite à l'engagement de nombreuses associations, organisations, citoyen-nes dans le monde et en France qui ont décidé d'agir en ce sens. Un premier succès de la pression sur l'entreprise française Orange ces derniers mois en est un des exemples récents. Nous ne pouvons comprendre la présence de la capitale israélienne à Paris que comme une volonté de soutien complice de la Mairie de Paris. Nous nous sommes associé-es aux actions de désobéissance ce jeudi 13 août à Paris.

[www.agencemediapalestine.fr](http://www.agencemediapalestine.fr) [www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org) [www.ujfp.org](http://www.ujfp.org) [www.laboursolidarity.org](http://www.laboursolidarity.org)

## Pays basque : conférence humanitaire pour la paix

Le 11 juin dernier, s'est tenue dans une salle de l'Assemblée nationale à Paris, la Conférence humanitaire pour la paix au Pays basque. C'est une des suites de la déclaration d'Aiete, le 17 octobre 2011, qui a donné lieu ultérieurement à la fin des activités armées de l'organisation basque ETA. Il est important de mesurer la situation actuelle tant du point de vue du Pays basque et ses acteurs politiques et sociaux que du comportement des États français et espagnols. Il est patient que la société basque dans son ensemble veuille tourner la page de la violence, sans toutefois oublier d'œuvrer à une solution politique qui engendra le conflit à son origine. Il faut néanmoins distinguer le Nord et le Sud. Au nord, suite à la conférence d'Aiete, s'est constitué un groupe pluriel qui, par le biais de « l'appel de Bayonne » de décembre 2011 a interpellé l'Etat français sur la résolution du conflit. Étaient signataires de cet appel : LDH, Etxerat, Cimade, CDDHPB, Askatasuna, Anai Artea, Herriarekin, LAB, Union syndicale Solidaires, CFDT Santé-Sociaux PB, Segi, Batasuna, NPA, Abertzaleen Batasuna, EA, Autonomia Eraiki, ELB, CAR/EKB, EELV Pays Basque, CFDT Pays Basque, CGT Cheminots Bayonne, CGT Territoriaux de Biarritz ainsi que des élu-es d'origines politiques diverses. Au sud, un tel spectre politique et syndical large n'est pour l'heure pas possible.



La conférence de Paris a donc permis, au cœur de la capitale française, de rappeler combien cet Etat a été impliqué dans ce conflit politique et combien il est désormais nécessaire qu'il bouge. En effet, la politique carcérale ou judiciaire semble ne pas tenir compte de la nouvelle donne. Il est patent au regard de l'expérience irlandaise qui a été longuement exposée, que l'idée de justice transitionnelle est un concept politique à mettre en place. En ce sens la question des prisonnier-es est cruciale ; certains militants en sont aujourd'hui à 25 années de prison en France. De la même manière, **il a été clairement évoquée la situation des victimes de la violence, d'où qu'elle vienne, et donc du statut des ces victimes au regard des conséquences du conflit.** Le fait d'avoir tenu cette conférence à Paris, a permis de rentrer en contact directement avec des acteurs politiques, syndicaux et associatifs d'envergure nationale afin que demain, eux aussi soient acteurs d'un processus qui n'est toujours pas finalisé. LAB, en tant qu'organisation syndicale est impliquée depuis la Conférence d'Aiete dans toutes les initiatives qui peuvent conduire les travailleurs et travailleuses du pays basque vers une société apaisée. C'est en ce sens que nous continuerons les liens nécessaires avec toutes les organisations syndicales possibles, pour construire un front syndical.

[www.lab.eus/eu/hasiera](http://www.lab.eus/eu/hasiera)

## Myanmar : des milliers de personnes risquent une expulsion forcée

*Amnesty International a organisé une campagne de lettres-type adressées aux autorités de ce pays et aux dirigeants d'une société minière.*

Plus de 16 000 personnes risquent d'être expulsées de leur domicile et de leur ferme pour faire place à la mine de cuivre de Letpadaung, dans le centre du pays. Le projet Monywa, lancé depuis 1980, concerne l'exploitation d'importantes ressources de cuivre dans ce district, et il a été repris par un consortium appartenant à l'armée et par *Wanbao Mining LTD*, compagnie chinoise. Le processus d'acquisition de terres bafoue de façon flagrante les normes internationales sur les droits à un logement convenable et à la nourriture. Entre 2011 et 2013 **les autorités du Myanmar et la Compagnie Myanmar Wanbao ont chassé de chez eux des gens** en dehors de toute procédure régulière : ils n'ont pas été consultés et n'ont pu exercer aucun recours juridique. Les autorités du pays ont délibérément menti à la population à propos des expulsions dues à ce projet : les autorités locales les avaient informés que les machines nécessaires pour la mine seraient acheminées à travers leurs champs et qu'ils recevraient une indemnisation pour les cultures endommagées. Personne ne leur a parlé d'expropriation ou d'expulsion. Les villageois n'ont compris ce qui se passait qu'en 2011, lorsque *Myanmar Wanbao* a construit sur leurs terres.

Le gouvernement a créé la Commission d'enquête de Letpadaung, qui s'est penchée sur les conséquences sociales et environnementales de cette mine, et qui a confirmé dans un rapport de 2013 que les autorités n'avaient pas expliqué clairement la situation à la population. Elle a également découvert que les nouveaux logements proposés par *Myanmar Wanbao* étaient d'une qualité inférieure à celle des anciennes maisons des familles concernées et ne permettaient pas à ces personnes de garder leur bétail. En 2013 et 2014, des consultations relatives au projet ont été menées auprès des villageois par des équipes désignées par *Myanmar Wanbao*, ainsi que par un cabinet de conseil externe. Ces initiatives manquaient totalement de rigueur et les villageois-es qui refusaient d'être réinstallés-es ailleurs ont été officiellement exclu-es du processus de consultation sur ordre du gouvernement. Ils n'ont donc pas pu obtenir un nouveau logement et une indemnisation. Après la publication du rapport de la Commission d'enquête de Letpadaung et les manifestations de la population la Compagnie a proposé de nouvelles formes de réparation, mais qui s'avèrent loin de compenser les pertes subies.

Pire encore, le 22 décembre 2014, *Myanmar Wanbao* a envoyé des agents détruire les cultures à coup de bulldozer et installer des clôtures autour d'autres terrains. Elle s'est interrompue deux jours plus tard en raison d'importantes manifestations dénonçant l'utilisation d'armes à feu et de balles réelles par la police lors d'un affrontement avec des habitant-es qui avaient essayé de bloquer les bulldozers. **Des policiers ont tué Daw Khin Win, agricultrice, et blessé d'autres personnes.** Le 24 mars, le bureau du président du Myanmar a annoncé que l'évaluation de l'impact environnemental et social du projet minier était approuvée. La compagnie minière risque fort de s'emparer du terrain concerné et d'expulser de force 196 familles qui refusent de partir, ainsi que des milliers d'autres villageois-es.

[www.amnesty.org/fr](http://www.amnesty.org/fr)

## Iran : encore un syndicaliste emprisonné !

Les organisations syndicales françaises CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA se sont adressées aux autorités iraniennes, pour exiger la libération d'Esmail Abdi, membre de l'Association Professionnelle des Enseignants Iraniens. Il a été arrêté le 27 juin, alors qu'il tentait d'obtenir un visa pour participer au 7ème Congrès de l'Internationale de l'Éducation à Ottawa.



C'est un nouvel exemple de l'action des autorités iraniennes pour réduire au silence les militants syndicaux. Si Ismail Abdi est condamné à l'issue de la procédure judiciaire engagée contre lui, il risque plus de dix ans d'emprisonnement, car une condamnation à dix ans de prison avec sursis dont il avait fait l'objet en 2010, après avoir été arrêté et condamné pour ses activités syndicales serait alors exécutée. Des rapports révèlent également qu'Esmail Abdi a été victime de pression et de harcèlement de la part du ministre du Renseignement, pour démissionner de son poste.

**Son incarcération intervient après des rassemblements dans tout le pays cette année, pour protester contre des bas salaires qui maintiennent la majorité des enseignants en dessous du seuil de pauvreté.**

Cinq autres syndicalistes enseignants sont toujours détenus : Ali Akbar Baghani, Rasoul Bodaghi, Mahmoud Bagheri (tous les trois membres du conseil d'administration de l'Association des enseignants de Téhéran), Alireza Hashemi et Alireza Ghanbari. Amnesty International a lancé une « Action Urgente » pour réclamer la libération d'Esmail Abdi, en rappelant le contexte répressif général qui existe en Iran.

[www.iran-echo.com](http://www.iran-echo.com) [www.soliranparis.wordpress.com](http://www.soliranparis.wordpress.com) [www.amnesty.org/fr](http://www.amnesty.org/fr)

## Maroc : Honda-Seat licencie les militants syndicaux



La direction d'*Honda-Seat* au Maroc s'en prend aux syndicalistes de l'Organisation Démocratique du Travail (ODT). Le secrétaire général, Abdelmadjid Naime a été licencié, deux autres membres du Bureau syndical, Youssef Fenan et Bia Abdelghafour, sont maintenant sous la même menace. Ces deux derniers ont été convoqués, le 2 juillet, par l'inspection du travail pour un entretien préalable à licenciement. Ils sont en mise à pied conservatoire.

Dans les trois cas, les patrons d'*Honda-Seat* inventent des accusations qui ne reposent sur rien. Leur seule motivation est de casser la résistance syndicale, pour maintenir l'exploitation des salarié-es dans cette société de Rabat. Les salaires ne dépassent pas 2000 à 2500 DH par mois, soit environ 250 euros ... et le personnel est obligé d'acheter le matériel et les outils de travail ! La précarité est la règle. Les organisations du Réseau syndical international de solidarité et de luttes soutiennent l'action collective menée par l'ODT pour défendre les militants syndicaux d'*Honda-Seat* à Rabat. Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes a appelé tous les organisations membres à montrer leur solidarité, par exemple en écrivant une lettre de protestation au Ministère de l'Emploi. [www.laboursolidarity.org/Solidarite-avec-les-syndicalistes](http://www.laboursolidarity.org/Solidarite-avec-les-syndicalistes)

## Brésil : soutien à la grève des métallurgistes de General Motors



Soutenu-es par CSP-Conlutas, les salarié-es de *General Motors* à l'usine de São Jose dos Campos au Brésil, sont en grève depuis le 10 août. Quelques jours plus tôt, c'est par télégramme que plusieurs centaines avaient été informées de leur licenciement ! *GM* refuse de négocier et maintient les licenciements. L'issue de cette grève dans cette usine où travaillent 5 000 personnes sera importante, non seulement pour le personnel de São Jose dos Campos, mais aussi pour l'ensemble du secteur dans la lutte contre les licenciements et la dégradation des conditions de travail.

**La grève reconductible a démarré le lundi 10 août, à l'issue d'une assemblée rassemblant 4 000 salarié-es du site.** *General Motors* occupe le deuxième rang dans le classement des ventes d'automobiles au Brésil, son bénéfice au cours du second semestre 2014 est supérieur de 302% à celui de 2013 ! En outre, les patrons du secteur, dont *GM*, ont reçu de l'Etat des milliards de reais sous forme d'exonération fiscale. Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes organise le soutien international. [www.cspconlutas.org.br](http://www.cspconlutas.org.br)

## Kurdistan : appel international pour la reconstruction de Kobané

*Dans la suite de précédents soutiens, Solidaires relaie cet appel international pour la reconstruction de Kobané et l'ouverture d'un corridor humanitaire, transmis par le Conseil Démocratique Kurde en France (CDKF)*

Le 14 septembre 2014, Daesh lançait une offensive contre le canton kurde de Kobané, en Syrie. La population kurde, guidée par les forces d'autodéfense du peuple (YPG et YPJ) organisait une autodéfense contre cette attaque. **La résistance des hommes et des femmes à l'intérieur de Kobané fut une bataille pour la démocratie, pour les droits de l'homme, pour un futur commun et pour la reconnaissance de l'égalité entre les femmes et les hommes.** Le soutien de la coalition internationale fut de nature précieuse mais pas suffisante.

Kobané a été libéré après 134 jours de résistance mais entre le 25 et le 27 juin, ISIS a réussi à commettre une énième attaque contre l'humanité : plus de 200 civils furent brutalement assassinés, la plupart étaient des enfants et des femmes. La menace demeure présente.

La ville a été presque complètement détruite : les services essentiels tels que l'eau, l'électricité, l'approvisionnement de vivres et les soins de santé sont bien souvent au niveau minimal sinon inexistant. « L'Etat islamique », démontrant à nouveau sa brutalité, a disséminé des milliers de mines pour empêcher la vie de reprendre et la population de revenir sur ses propres terres. Partant de l'idée qu'il est nécessaire que les réfugiés doivent pouvoir entrer dans leur propre ville en toute sécurité, il est impératif de reconstruire les infrastructures de base afin de garantir une vie digne. Malgré le fait que le canton est libéré, il reste toujours sous embargo. **Kobané est encerclé par Daesh. La frontière avec la Turquie est d'une importance cruciale. La population de Kobané a urgemment besoin d'un corridor humanitaire pour recevoir les aides nécessaire afin de protéger, reconstruire et remettre en état de fonctionner leur ville.**



Afin de promouvoir la réduction de la violence, pour soutenir la stabilité de la Syrie et des régions libérées du terrorisme, nous constatons l'urgence d'un corridor humanitaire. C'est pourquoi nous appelons à mettre en application la résolution 2165 de l'ONU du 14 juillet 2014, art.2 qui exprime la nécessité d'une zone confinée. Nous invitons les activistes, syndicats, partis politiques, ONG et autorités locales et internationales à participer à une grande caravane internationale.

**Le mardi 15 septembre, anniversaire de la première attaque de Daesh contre le canton de Kobané, nous serons tous à Suruç, en Turquie, la ville jumelle de Kobané, située à peu de kilomètres de la frontières syrienne ; pour exprimer nous appui politique et humanitaire.**

Nous invitons toutes et tous à participer à une manifestation internationale avec voitures, fourgons, camions et caravanes afin de faire la démonstration de la solidarité internationale et la volonté de participer à la reconstruction de Kobané, en défense de l'humanité et contre la barbarie. Nous nous retrouverons le 15 septembre à Suruç !

## Grande-Bretagne : grève reconductible à la National Gallery

Après plusieurs journées de grève ces derniers mois, les salarié-es de la National Gallery de Londres ont entamé une grève illimitée ; ils et elles luttent contre le transfert de plusieurs centaines d'emplois à une entreprise de sous-traitance (Sécuritas). Les emplois d'accueil et de sécurité sont concernés par cette précarisation. Les grévistes sont soutenu-es par le syndicat Public and Commercial Services Union. [www.pcs.org.uk](http://www.pcs.org.uk)



## Des Marches pour encercler le Conseil de l'Europe, à Bruxelles

Des forces associatives, syndicales et politiques préparent l'**encercllement du sommet du Conseil de l'Europe, du 15 au 17 octobre prochain** à Bruxelles, où les dirigeants gouvernementaux discuteront encore de leurs politiques de misère et de racisme. **Cette action sera précédée d'une marche qui partira de l'Etat espagnol le 30 septembre, initiative relayée en Grèce, en Allemagne et en Grande-Bretagne, pour se conclure à Bruxelles le 15 au 17 octobre.** En France elle traversera les villes de Toulouse, Marseille, Grenoble, Créteil, Paris, Calais, Metz. [www.blockupy.org/fr](http://www.blockupy.org/fr) [www.altersummit.eu/?lang=fr](http://www.altersummit.eu/?lang=fr)

# Europe : appel pour une réunion transnationale à Poznan



*L'Union syndicale Solidaires sera représentée à cette rencontre, qui sera aussi l'occasion de présenter le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.*

L'austérité est maintenant la nouvelle normalité en Europe. Toutes ces années, les politiques monétaires ont été utilisées pour appliquer les réformes du travail néo-libérales, la privatisation des biens communs et des coupes dans les prestations sociales et les droits civiques. Les gouvernements européens et les institutions financières utilisent la dette et les mécanismes techniques comme outil politique pour monter les travailleurs et les populations les unes contre les autres, comme le chantage contre la Grèce le révèle.

Une nouvelle politique de la mobilité entre Etats vise à créer des hiérarchies entre et à l'intérieur des régions européennes et tente de limiter les mouvements des émigrants à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE. Les chaînes mondiales de production et de service aux personnes traversent l'espace européen en utilisant les différents régimes de salaires et de législation du travail pour des raisons de profits, et amènent à la création d'un fossé profond entre les quelques riches et les nombreux pauvres. Grâce à l'externalisation et à la sous-traitance, la force et la puissance des grèves est remise en cause.

Les nombreuses luttes existantes dans toute l'Europe sur les salaires, le logement, le système de protection sociale et de prévoyance et la liberté de déplacement traitent, par différents aspects, de l'attaque actuelle sur les conditions de vie et de travail. **Face à la dimension transnationale de cette attaque, les organisateurs des grèves sont confrontés à la nécessité de surmonter leur isolement en trouvant des priorités communes.** Les nouvelles formes de scop, coopératives et autres systèmes d'organisation mutualiste et d'auto-organisation locale sont confrontées au problème de l'élargissement et de la communication avec d'autres luttes sur les salaires, le travail et les conditions de vie. Les divisions capitalistes entre les travailleurs permanents en CDI, ceux qui sont en CDD ou en intérim et les chômeurs, entre les émigrés, exilés, résidents et citoyens des pays, entre les secteurs formels et informels créent des obstacles à l'organisation de luttes réussies à l'intérieur et à l'extérieur des lieux de travail et à travers toute la société. Bien que les syndicats, les associations, les mouvements centrent principalement leurs activités au niveau national, la dimension transnationale de la politique européenne de la mobilité et du travail nécessite de construire une force sur la même échelle que l'attaque déployée.

**Devant cette situation, nous voulons mettre en place un processus pour une grève sociale transnationale qui pourrait créer des connexions, organisations, communications transnationales et renforcer les liens entre les luttes sociales et du travail.** La grève sociale transnationale part des limites des formes traditionnelles de luttes sociales, du travail et de l'organisation syndicale, et de la perte de puissance de la grève, même quand elle est générale, en raison de la précarisation et de la dimension transnationale de la production. La grève est le nom d'une pratique et d'un processus d'organisation, qui impliquent la nécessité de remettre le travail (sous toutes ses formes actuelles) dans l'agenda des mouvements sociaux. Dans le même temps, la question est de savoir comment faire de la grève sociale transnationale un processus d'organisation en mesure d'élargir l'échelle de l'insubordination existante et de produire des luttes nouvelles et plus puissantes, à l'intérieur et à l'extérieur des lieux de travail.

Le contenu de l'appel tend à ce que les ateliers proposés portent sur les quelques questions générales qui en ressortent en tant que points principaux. Les ateliers devraient discuter de la façon dont les chaînes transnationales de production et les chaînes d'approvisionnement - et leur entrelacement avec les opérations financières - ont transformé la production et la façon de repenser les luttes syndicales et de faire grève, et de ce que cela signifie aujourd'hui de s'organiser à l'intérieur et à l'extérieur des lieux de travail. Nous considérons donc fondamental d'aborder le rôle des travailleurs migrants et des déplacements, les problèmes de précarité et du chômage, et les transformations du système de protection sociale comme partie intégrante de l'organisation transnationale du travail. Enfin, nous pensons que l'une des tâches importantes de la réunion est de discuter et d'élaborer des objectifs communs. Il est entendu que ces objectifs dépassent les revendications, et sont plus des outils pour s'organiser et mieux communiquer entre travailleurs des différents pays où l'exploitation et les ordres produisent des divisions et des hiérarchies.

Après l'assemblée qui s'est tenue à Francfort le 19 mars, nous voulons faire un pas en avant et nous rencontrer à Poznan les 2,3 et 4 octobre. **Le lieu de rencontre à Poznan offre la possibilité de favoriser la participation des pays de l'Est de l'Europe qui sont au centre du régime actuel d'exploitation et de promouvoir un échange plus approfondi entre luttes sur le travail et luttes sociales à travers les frontières et les régions établies.** En trois jours de présentations, assemblées et ateliers, nous voulons continuer les confrontations sur les situations singulières, le partage des expériences et des tactiques, et sur la façon de construire une perspective politique capable d'être un point de référence pour les luttes existantes et pour les nouvelles à venir. Nous voulons discuter: comment organiser les résistances et les revendications face à l'organisation transnationale de la production? Comment construire une connaissance commune des différentes conditions? Comment frapper là où les frontières entre l'intérieur et l'extérieur des lieux de travail sont floues? Les revendications sur le salaire minimum européen, le revenu, la protection sociale et le permis minimum de séjour pour les migrants peuvent elles être des outils d'organisation transnationale et de connexion entre les luttes qui existent déjà dans différentes villes et pays d'Europe et au-delà? Comment s'organiser collectivement contre la fragmentation et l'individualisation du travail? Comment créer des liens entre les travailleurs permanents et temporaires? Comment aborder les conditions sociales de l'exploitation?